

Jun 27, 2013 –Trade Matters/Le point sur le commerce

June 27th, 2013

It's a message I've delivered a thousand times. But with Canada's agri-food exports to Korea in a free fall, the EU opposing commercially viable beef and pork access in the CETA, and the WTO unable to deliver on its promises, it's a message worth repeating.

Trade matters to Canadian farmers and food processors and we, in turn, matter to Canada.

- Canada is the fifth largest agri-food exporter in the world;
- We export almost \$44 billion a year in agriculture and food products. That is half of all the food grown and manufactured in this country including half our beef production, 65% of our malt, two-thirds of our pork, almost 75% of our wheat and 85% of our canola;
- Agriculture and food account for 11% of Canada's goods GDP and almost 10% of Canada's total merchandise trade; and
- Across Canada, 9 out of every 10 farms are dependent on export markets – they either export their products or sell them domestically at prices set by international markets. This represents 210,000 farms and includes a majority of farms in every province.

Sadly, every day agri-food exporters continue to navigate a sea of trade distorting policies that create imbalances in trade and establish trade patterns based on preferential treatment given to individual countries through historical preferences or bi-lateral trade deals, rather than on natural competitive advantage. This limits the competitiveness of Canadian agri-food exporters and hampers Canada's economic growth.

Only a multi-lateral trade deal could fully resolve these issues. But with the WTO going nowhere, we need to act aggressively and uncompromisingly to pursue our agri-food export interests through bilateral and regional trade deals. And we need to do it before our competitors.

Korea is a sad example of what happens when we do not aggressively pursue our interests. In 2011 Canada exported over \$1 billion in agriculture and food products to Korea. In 2012 the Korea – U.S. trade deal came into effect and Canada's agri-food exports were cut in half. Today, exports are just \$500 million and they will continue to fall.

Canadian farmers and food processors, and in turn Canada's national, provincial and rural economies, depend on trade. We cannot afford to lose prime markets like Korea or be cut out of prime markets like the EU.

Le point sur le commerce

Voici un message que j'ai répété à maintes reprises. Cependant, en raison des exportations en chute libre des produits agroalimentaires du Canada vers la Corée, de l'UE qui s'oppose à l'accès commercialement viable du bœuf et du porc dans le cadre de l'AECG, et de l'OMC ne pouvant donner suite à ses promesses, il s'agit d'un message qui mérite d'être répété.

Le commerce est important pour les agriculteurs et les fabricants de produits alimentaires du Canada, sans compter que nous sommes également importants pour le Canada.

- Le Canada est le cinquième exportateur par ordre d'importance de produits agroalimentaires du monde.
- Nous exportons presque 44 milliards de dollars par année en produits agricoles et alimentaires, ce qui représente la moitié des produits alimentaires cultivés et fabriqués au Canada, notamment la moitié de notre production bovine, 65 % de notre malt, deux tiers de notre porc, presque 75 % de notre blé et 85 % de notre canola.
- L'agriculture et les produits alimentaires représentent 11 % du PIB des produits du Canada et presque 10 % au total pour ce qui est du commerce de marchandises au Canada.
- Dans l'ensemble du Canada, 9 établissements agricoles sur 10 dépendent des marchés d'exportation; soit qu'ils exportent leurs produits, soit qu'ils les vendent à l'interne à des prix établis par les marchés internationaux. Cela représente 210 000 établissements agricoles, la grande majorité répartie dans chaque province.

Malheureusement, les exportateurs de produits agroalimentaires continuent d'être submergés par les politiques de distorsion du commerce qui créent des déséquilibres en commerce et influencent l'évolution du commerce en fonction du traitement préférentiel accordé aux pays en raison de préférences historiques ou d'accords commerciaux bilatéraux, plutôt qu'en fonction d'un avantage concurrentiel naturel. Cela restreint la compétitivité des exportateurs de produits agroalimentaires canadiens et entrave la croissance économique du Canada.

Seul un accord commercial multilatéral pourrait résoudre entièrement ces questions. Cependant, l'OMC étant dans l'impasse, nous devons agir et prendre des mesures énergiques et intransigeantes en vue d'aller de l'avant sur le plan de l'exportation agroalimentaire grâce à des accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Et nous devons agir avant nos concurrents.

La Corée est un triste exemple de ce qui arrive lorsque nous ne défendons pas vigoureusement nos intérêts. En 2011, le Canada a exporté plus d'un milliard de dollars en produits agricoles et alimentaires à la Corée. En 2012, l'accord de libre-échange entre la Corée et les États-Unis est entré en vigueur et les exportations agroalimentaires du Canada ont été réduites de moitié. Aujourd'hui, les exportations ne représentent qu'un peu plus de 500 millions de dollars et elles continueront de baisser.